

Bâtir le Canada de demain :
budgetiser pour la vie des femmes d'aujourd'hui
Mémoire prébudgétaire pour le Comité permanent des finances de la
Chambre des communes
YWCA
le 5 août 2014

Synopsis

Les femmes constituent la majorité de la population du Canada et représentent à toutes fins utiles la moitié de la population active. Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités suppose qu'on bâtit un Canada qui fonctionne pour les femmes, un Canada fondé sur la réalité de la vie des femmes d'aujourd'hui. Cela comprend des taux élevés de participation à la population active pour les femmes de tout âge, mais surtout pour les mères de jeunes enfants; des femmes composant la majorité des diplômés d'université; et des femmes continuant à assurer la majeure partie de la garde d'enfants. Les femmes occupent une place centrale dans la prospérité de la nation, la productivité et la croissance économique. Une politique économique qui ne tient pas compte de cette réalité ne parviendra pas à fournir au Canada de prospérité économique durable à long terme.

Des politiques pour atteindre la viabilité budgétaire et la croissance économique

- **Un réseau national de garde d'enfants**

La prospérité de la nation est intimement liée à la participation à la population active de notre main-d'œuvre féminine éduquée et qualifiée. À moins d'un changement révolutionnaire qui verrait les hommes s'occuper des enfants, l'accès à l'apprentissage précoce et à des services de garde d'enfants à l'échelle nationale est de plus en plus essentiel pour assurer la prospérité future de la nation.

- **Analyse sexospécifique du budget**

L'analyse sexospécifique devrait être incluse dès le départ dans l'élaboration du budget de 2015, comme étape fondamentale du processus budgétaire.

Des politiques pour aider les femmes et les familles vulnérables

- **Leadership national sur la violence faite aux femmes**

Le gouvernement fédéral doit prendre la tête d'un effort de coordination des politiques des trois paliers de gouvernement sur la violence faite aux femmes en créant des tables fédérales-provinciales-municipales avec contribution du secteur des services de soutien des femmes confrontées à la violence et d'autres secteurs pertinents. Cela doit comprendre l'élimination des lacunes existant en matière de services et la réalisation d'investissements importants.

- **Le problème des femmes sans abri**

Près de la moitié des 210 000 personnes qu'on estime être sans abri au Canada sont des femmes, et 40 % des femmes qui quittent un refuge d'aide aux femmes agressées ne savent pas où elles iront habiter. Le transfert des fonds du Secrétariat des partenariats de lutte contre l'itinérance au modèle Logement d'abord doit être accompagné d'une analyse sexospécifique et d'une stratégie correspondante afin de s'assurer qu'il correspond aux besoins des femmes sans abri.

Des politiques pour améliorer les régimes fiscaux et réglementaires

- **Le fractionnement du revenu profite aux gros revenus**

YWCA Canada exhorte le gouvernement fédéral de ne pas adopter le fractionnement du revenu dans le budget fédéral de 2015. Le fractionnement du revenu pour les familles ayant des enfants coûterait au gouvernement fédéral un manque-à-gagner fiscal de 3 milliards de dollars par an, et 86 % des familles canadiennes n'en tireraient aucun avantage.

- **Lutte contre la pauvreté : bonifier la Prestation nationale pour enfants, absorber la Prestation universelle pour enfants**

Le gouvernement fédéral devrait rationaliser les mesures fiscales de soutien des familles en abolissant la Prestation universelle pour enfants de façon à l'intégrer à une Prestation nationale pour enfants (PNE) de 5 400 \$ par an. Cela éliminerait aussi de nombreuses couches de paperasserie et de dépenses.

<p style="text-align: center;">Bâtir le Canada de demain : budgetiser pour la vie des femmes d'aujourd'hui</p>
--

Des politiques pour atteindre la viabilité budgétaire et la croissance économique

Les femmes constituent la majorité de la population du Canada et représentent à toutes fins utiles la moitié de la population active. Il y a aujourd'hui plus de jeunes femmes que de jeunes hommes qui sortent diplômées des universités et collèges, et ce sont des membres hautement qualifiées de la population active. Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités exige que l'on bâtisse un Canada qui fonctionne pour les femmes, sur la base des réalités de leur vie d'aujourd'hui. Ces réalités comprennent :

- un taux de chômage de 64,4 % des femmes avec bébés et jeunes enfants (moins de trois ans);
- deux tiers des mères dont le plus jeune enfant était en jardin d'enfants ou en établissement préscolaire étaient dans la population active en 2009¹;
- 60 % des jeunes diplômés d'université sont des femmes, et il y a plus de femmes que d'hommes ayant un diplôme d'études supérieures dans maints programmes de formation professionnelle²;
- les femmes continuent d'assumer l'essentiel de la responsabilité des soins aux enfants.

- **Un réseau national de garderies**

La prospérité de la nation est intimement liée à la participation à la population active d'une main-d'œuvre éduquée et qualifiée qui est de plus en plus féminine. À moins d'un changement révolutionnaire qui verrait les hommes s'occuper des enfants, l'accès à l'apprentissage précoce et à des services de garde d'enfants à l'échelle nationale est de plus en plus essentiel pour assurer la prospérité future de la nation.

Améliorer l'accès à des garderies abordables a une incidence positive sur les recettes fiscales du gouvernement et lui assure donc un profit financier. L'investissement du Québec dans des garderies bon marché a fourni au gouvernement provincial 104 \$ pour

chaque investissement de 100 \$, et 43 \$ au gouvernement fédéral sans que celui-ci ait investi dans le programme. Les garderies sont un programme positif du point de vue des recettes gouvernementales.

Le PIB réagit proportionnellement à la hausse du nombre de personnes employées. Si l'emploi augmente de 2 %, le PIB augmentera de 2 %. Après la création de ses programmes de garderies bon marché, le Québec a enregistré 69 700 mères supplémentaires au travail; le PIB a augmenté de 5,1 milliards de dollars (1,7 %). On pourrait s'attendre aussi à une croissance du PIB national. L'accès prévisible à des garderies abordables pourrait entraîner une hausse de la natalité au Canada et contribuer dans une certaine mesure à contrer le vieillissement général de la population.

- **Analyse sexospécifique du budget**

L'analyse sexospécifique du budget consiste à étudier l'incidence des politiques et des budgets sur chaque sexe, ce qui permet d'identifier tout biais fondé sur le sexe dans les dépenses gouvernementales et de le corriger dans les politiques censées être neutres sur ce plan. Cet outil est utilisé dans le monde entier et permet d'analyser [TRADUCTION] « l'incidence sur chaque sexe du processus budgétaire et des politiques macro-économiques³ ». L'analyse sexospécifique du budget devrait être intégrée dès le départ dans l'élaboration du budget de 2015, comme étape fondamentale du processus budgétaire.

Des politiques pour aider les femmes et les familles vulnérables

- **Leadership national sur la violence faite aux femmes**

Étant donné que c'est l'organisation la plus importante du pays à offrir un refuge aux femmes confrontées à la violence, YWCA Canada implore le gouvernement fédéral de prendre la tête d'un effort de coordination des politiques des trois paliers de gouvernement sur la violence faite aux femmes en mettant sur pied des tables fédérales-provinciales-municipales avec contribution du secteur des services de soutien des femmes confrontées à la violence et d'autres secteurs pertinents (comme la santé publique). Cela

doit comprendre l'élimination des lacunes existant en matière de services et la réalisation d'investissements importants.

La violence familiale coûte chaque année 7,4 milliards de dollars au Canada, comprenant des coûts directs de 1,9 milliard. Les agressions sexuelles ajoutent 546 millions de dollars par an à ces coûts directs, et 1,9 milliard en tout, pour un total annuel combiné de 334 \$ par Canadien. En 2011-2012, le gouvernement fédéral a consacré 79,9 millions de dollars à des programmes et services de lutte contre la violence, soit 2,77 dollars par personne ou 0,82 % du coût. Des investissements efficaces permettraient de réduire la prévalence, les conséquences, et des coûts qui atteignent des milliards⁴.

Les bienfaits d'un leadership national et d'investissements efficaces pour faire face à la violence faite aux femmes profiteraient aux 25 % de femmes du Canada, selon les estimations, qui seront confrontées à la violence de leur partenaire intime durant leur vie (OMS, 2013). Les 75 000 à 100 000 femmes et enfants qui quittent le foyer familial chaque année pour aller dans un refuge de femmes agressées en profiteraient aussi, tout comme les adolescentes sans abri, dont la majorité quitte le foyer familial pour échapper à la violence sexuelle. Considérant la fréquence de la violence dans les collectivités du Nord, les femmes, les enfants et les communautés du Nord canadien profiteraient également de manière spectaculaire d'un leadership national dans ce domaine.

YWCA Canada avait loué le gouvernement fédéral de s'être engagé dans le Discours du Trône de 2011 à « prendre des mesures à l'égard de la violence faite aux femmes et aux jeunes filles ». Nous continuerons d'attendre la mise en œuvre de cette promesse.

- **Le problème des femmes sans abri**

Sur les 210 000 personnes qu'on estime être sans abri au Canada, près de la moitié — 103 000 — sont des femmes. La violence et la pauvreté sont les principaux moteurs du sans-abrisme des femmes. Sur 10 femmes qui quittent un refuge d'aide aux femmes faisant face à la violence, quatre ne savent pas où elles iront habiter. Le sans-abrisme des femmes a tendance à ne pas être visible, les rues ne sont pas sûres pour les femmes, et les

femmes dissimulent leur sans-abrisme. Le transfert global des fonds du Secrétariat des partenariats de lutte contre l'itinérance vers le modèle Logement d'abord doit être accompagné d'une analyse sexospécifique et d'une stratégie correspondante pour s'assurer qu'il est adapté aux besoins des femmes sans abri⁵.

En outre, la crise du logement dans les trois territoires du Nord a une incidence profonde sur les femmes avec enfants qui essayent d'échapper à la violence. Le logement dans les trois territoires du Nord est sérieusement handicapé par le manque de crédits fédéraux pour des logements sociaux⁶. Il importe que le gouvernement fédéral recommence à stimuler la création de logements abordables.

- **Des garderies abordables sont nécessaires pour les mères monoparentales**

Comme nous l'avons indiqué, les succès éducatifs des femmes et leur participation à la population active font clairement ressortir la nécessité pour le gouvernement fédéral de prévoir des services de garderies abordables. En outre, le modèle de garderies généralisé et bon marché du Québec confirme que des services de garde universels constituent une politique sociale qui permet de s'attaquer efficacement à la pauvreté des femmes monoparentales en améliorant considérablement leur accès à l'emploi. Au Québec, entre l'introduction des garderies comme politique sociale en 1996 et 2008, l'emploi des mères ayant des enfants de moins de six ans a augmenté de 22 %; le nombre de mères monoparentales tributaires de l'assistance sociale a baissé de plus de la moitié (55 %); et leur revenu médian après impôts a augmenté de 81 %⁷.

Le manque de garderies abordables dans une vaste partie du Canada constitue le plus gros obstacle à la participation des femmes à la population active, surtout si elles sont monoparentales. L'accès à des garderies abordables bon marché augmentera la participation des femmes à la population active, réduira leur dépendance à l'égard de l'assistance sociale et augmentera le PIB, sans compter que cela améliorera les chances de succès de leurs enfants dans la vie.

Des politiques pour améliorer les régimes de taxation et de réglementation : soutien du revenu, pas fractionnement du revenu

- **Le fractionnement du revenu profite aux gros revenus**

YWCA Canada implore le gouvernement fédéral de ne pas adopter le fractionnement du revenu dans le budget fédéral de 2015, ni n'importe quand à l'avenir. Le fractionnement du revenu des familles ayant des enfants de moins de 18 ans, avec un maximum de 50 000 \$ transférés entre conjoints, coûterait au gouvernement fédéral un manque-à-gagner fiscal de 3 milliards de dollars par an, et jusqu'à 1,9 milliard aux gouvernements provinciaux. Les bénéfices iraient de manière écrasante dans les poches des familles canadiennes les plus riches, alors que 86 % des familles n'en tireraient aucun avantage⁸. Il est clair que le fractionnement du revenu n'est pas une politique permettant de bâtir un Canada fondé sur la réalité de la vie des femmes d'aujourd'hui.

- **Lutter contre la pauvreté : bonifier la Prestation nationale pour enfants, absorber la Prestation universelle pour enfants**

La pauvreté coûte au Canada entre 72 et 86 milliards de dollars par an et a une incidence profonde sur la vie quotidienne des enfants et leurs chances de succès à l'avenir. Elle accroît les dépenses de santé et les dépenses consacrées à des services de soutien social, et elle fait perdre de la productivité tout en limitant les possibilités personnelles. Grandir dans la pauvreté compromet la dignité, la santé mentale, le bien-être et les chances de succès dans la vie. L'économie du Canada gagnerait en stabilité s'il y avait plus d'égalité sociale et moins de pauvreté. Éradiquer la pauvreté fait partie intégrante d'une bonne gouvernance économique, sans compter que cela améliorerait la cohésion sociale et rehausserait la justice sociale.

Le gouvernement fédéral devrait rationaliser les mécanismes fiscaux de soutien des familles en les intégrant à une Prestation nationale pour enfants (PNE) unique et de plus grande valeur qui réduirait substantiellement la pauvreté. La Prestation universelle pour enfants devrait être abolie comme paiement séparé et être intégrée à la PNE. Les ressources actuellement consacrées au Crédit d'impôt pour enfants et au Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, qui sont deux mesures régressives, devraient être

réorientées vers la PNE. Selon un modèle de simulation, on estime qu'après de tels ajustements, le coût additionnel du relèvement du maximum de la PNE jusqu'à 5 400 \$ serait réduit de 174 millions annuellement⁹.

Ce sont les enfants et les familles à revenu modique qui bénéficieraient directement de ce changement. Rationaliser les crédits d'impôt actuels pour les familles et les enfants en un seul, versé selon une échelle mobile fondée sur le revenu jusqu'à un maximum de 5 400 \$ par an, aurait une incidence positive sur les familles de 174 000 enfants. Conjuguée à un emploi à temps plein à 11 \$ l'heure, la prestation bonifiée permettrait à un parent seul ayant un enfant de sortir de la pauvreté. Cela éliminerait aussi des couches multiples de services administratifs qui augmentent la paperasserie et les dépenses.

Bâtir un Canada qui fonctionne pour les femmes

Les femmes sont aujourd'hui la clé de la prospérité économique du Canada, facteur qui ne peut que s'amplifier à l'avenir. Comme les femmes continuent d'assumer une part plus grande du fardeau fiscal, il faut que le gouvernement fédéral adapte ses politiques aux réalités de la vie des femmes d'aujourd'hui. L'analyse sexospécifique du budget est essentielle pour formuler des politiques stimulant l'économie du pays et instaurant un pays sécuritaire dans lequel les femmes ne seront pas confrontées à la violence à la maison ou dans la rue. Notre prospérité exige que l'on s'assure que les femmes ont pleinement accès au monde du travail et peuvent exercer tous leurs droits constitutionnels.

Préparé par Ann Decter, Directrice du plaidoyer et des politiques publiques, adecter@ywcacanada.ca, 416-962-8881 poste 224.

Le YWCA

YWCA Canada est l'organisation la plus ancienne et la plus importante du pays qui offre des services multiples aux femmes, avec 32 associations membres dispersées dans le pays pour servir les femmes et les filles de neuf provinces et deux territoires. Pour toute information complémentaire, veuillez consulter www.ywcacanada.ca ou nous retrouver sur Twitter [@YWCA_Canada](https://twitter.com/YWCA_Canada) ou Facebook www.facebook.com/ywcacanada.

1
2
3
4
5
6
7
8
9